

CÔTE D'IVOIRE

A BAS LE PLAN D'INTERVENTION MILITAIRE DES IMPÉRIALISTES ET DE LEURS SUPPÔTS (ONU, CEDEAO...) !

SOUTIEN À LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS ET DE TOUTES CELLES ET CEUX QUI REFUSENT L'INGÉRENCE ÉTRANGÈRE : POUR LA DÉFAITE DES IMPÉRIALISTES, À COMMENCER PAR LA FRANCE !

Près de 200 morts : tel est le terrible bilan, malheureusement provisoire, des affrontements qui ont suivi le second tour des élections présidentielles le 28 novembre. Ce jour-là, Alassane Ouattara a été proclamé vainqueur par une commission électorale prétendument indépendante, mais en fait acquise à sa cause et soutenue par la soi-disant « communauté internationale », tandis que le Conseil constitutionnel, affidé à Gbagbo, proclamait le triomphe de celui-ci. Tous deux s'affichent depuis lors en présidents officiels. Mais Ouattara, bien que soutenu par l'ONU et les principales puissances impérialistes dont la France et les États-Unis, est cantonné dans un hôtel de luxe à Abidjan. Pour reprendre la main et tenter de s'installer au pouvoir, il a lancé un mot d'ordre de grève générale et une journée de désobéissance civile qui se sont soldés par des échecs cuisants, le peuple ivoirien n'y ayant pas répondu. Ouattara tente par tous les moyens d'asseoir la légitimité qu'il affirme sortie des urnes, ce qu'ont cautionné les observateurs internationaux alors même que des fraudes massives en sa faveur sont attestées par de nombreux témoins. Tandis que les deux prétendants au pouvoir appellent à combattre l'autre par la force, une partie de la population, poussée par la peur et la misère, fuit le pays. Une intervention militaire pilotée par les impérialismes occidentaux sous couvert de la CEDEAO (Communauté des États d'Afrique de l'Ouest) est imminente, visant à renverser Gbagbo, le remplacer par Ouattara et au final accroître encore leur tutelle sur ce pays semi-colonial déjà ravagé par huit ans de guerre civile ouverte ou larvée.

Ouattara est un agent stipendié de l'impérialisme américain, Gbagbo un dictateur raciste qui a longtemps servi les intérêts de la France avant d'être lâché par elle

Cette situation de violentes tensions est en effet le paroxysme d'une crise ouverte par le coup d'État manqué qui tenta de renverser Gbagbo en septembre 2002. Depuis cet épisode, le pays est coupé en deux, le Nord étant contrôlé par les « Forces nouvelles » acquises à Ouattara et le Sud par les forces officielles aux ordres de Gbagbo. Les impérialistes ont bien essayé de soutenir une politique de « réconciliation nationale », en imposant la présence de ministres de l'opposition et de la rébellion au sein du gouvernement Gbagbo, dans le sillage des accords de Marcoussis signés en janvier 2003 sous l'égide de la France. Mais ces tentatives ont lamentablement échoué, car Gbagbo n'a que partiellement obtempéré aux exigences toujours plus grandes de l'impérialisme en Côte d'Ivoire. L'emploi de la force a dès lors prévalu, avec l'opération « Licorne » — l'envoi de 4000 soldats français —, qui n'hésitèrent pas à tirer sur les manifestants protestant contre leur présence. C'est pour mettre fin à cette situation qui entrave la sécurité des « ressortissants » occidentaux et le butin qu'ils se partagent, que les impérialistes se sont entendus pour mettre fin au règne de Gbagbo.

Il n'est pas étonnant que la « communauté internationale » soutienne Alassane Ouattara. C'est un pur produit des États-Unis où il a fait ses études d'économie. Ouattara a ensuite fait les preuves de sa parfaite soumission aux exigences du capitalisme le plus effréné. Après avoir été gouverneur de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, il a exercé la fonction de premier ministre de la Côte

d'Ivoire entre 1990 et 1993 ; il a alors parfaitement tenu le rôle de représentant d'un capitalisme ultralibéral, privatisant à tour de bras et plongeant la population ivoirienne dans une pauvreté exacerbée. Il a également rempli les offices de l'institution qui accule les peuples à la misère depuis plusieurs décennies, le Fonds monétaire international et ses plans d'ajustement structurel, puisqu'il en a été haut fonctionnaire pendant des années, jusqu'au poste de directeur général adjoint.

Laurent Gbagbo, issu d'un milieu plus modeste que celui de son rival, a fait quant à lui une partie de ses études en France, puis a été enseignant d'histoire, syndicaliste actif, opposant au régime dictatorial d'Houphouët Boigny qui a régné sur le pays de 1960 à sa mort en 1990. Gbagbo a d'ailleurs été plusieurs fois condamné et emprisonné dans les années 1970 puis dans les années 1990 quand Ouattara était premier ministre. Il a fondé au cours des années 1980 le Front populaire ivoirien, affilié à la mal nommée « Internationale socialiste » dont est membre notamment le PS français, a tissé des réseaux dans la miterrandie, ce dont témoigne le soutien que lui ont apporté Jack Lang ou Henri Emmanuelli jusqu'au scrutin et encore aujourd'hui un Roland Dumas. Toutefois les liens avec le PS se sont distendus depuis quelques années, en fait depuis que Gbagbo a remis en cause la primauté de l'impérialisme français et ses ingérences permanentes, notamment en prenant l'initiative de coups de force militaires contre les troupes françaises ou en fomentant des manifestations anti-françaises. Cela n'en fait pas pour autant un nationaliste anti-impérialiste. Gbagbo n'a jamais remis en cause les intérêts des gros capitalistes français présents dans son pays, les Bouygues, Bolloré et consorts. Il a en revanche cherché à diversifier ses soutiens, en accueillant les investissements américains et en favorisant l'implantation de firmes américaines, mais aussi la venue des capitaux chinois.

La crise majeure que traverse actuellement la Côte d'Ivoire (qui oppose un Etat semi-colonial et les principales puissances impérialistes) vient donc historiquement après toute une série d'affrontements entre des fractions de la bourgeoisie compradore, soutenues chacune par des puissances impérialistes. Car la Côte d'Ivoire, malgré la pauvreté de l'écrasante majorité de sa population, est riche de ses matières premières : café, cacao, bois, pétrole off shore... Elle subit directement le joug du néocolonialisme et de l'oppression typique de la « Françafrique ». C'est ainsi que les capitalistes français ont pu rafler, tout au long des années 1990 et 2000, les juteux marchés qu'a engendrés la privatisation massive de tous les secteurs clés : eau, électricité, transports... Outre les quelque 500 PME françaises présentes en Côte d'Ivoire, ce sont les fleurons du capitalisme français le plus rapace qui détiennent les principales ressources économiques du pays : Bolloré contrôle entre autres les transports ferroviaires et les activités portuaires, Bouygues les secteurs de l'eau et de l'électricité, Vinci de nombreux chantiers de construction dont celui du palais présidentiel. Pour protéger son pré carré néo-colonial depuis l'indépendance officielle de la Côte d'Ivoire en 1960, la France a envoyé, outre ses barbouzes et réseaux de mercenaires, des troupes qui y stationnent depuis des années — aujourd'hui, près de 1000 soldats français occupent le pays, auxquels se sont ajoutés des centaines de casques bleus.

Mais l'impérialisme français n'est plus seul à s'accaparer les richesses ivoiriennes. Le capitalisme états-unien s'est installé en Côte d'Ivoire, via certaines firmes comme Umic dans le secteur du pétrole off shore ou Philip Brothers dans celui du cacao ; les sociétés américaines Ocean Energy et Ranger Oil entendent bien quant à elles monopoliser les investissements pétroliers et gaziers. La Chine est elle aussi de plus en plus présente, en particulier dans les secteurs de la construction automobile, de l'industrie portuaire, des constructions autoroutières et de barrages hydroélectriques, du raffinage ou encore de la téléphonie. Ce sont, symboliquement, des entreprises chinoises qui ont construit l'Hôtel des Députés à Yamoussoukro. La Chine a multiplié les gestes de coopération intensive, par exemple en annulant 40% de la dette bilatérale ivoirienne.

Cette situation de concurrence directe de la Chine peut expliquer que la France ait depuis quelques années lâché Gbagbo et se soit ralliée au candidat soutenu quant à lui de longue date par les États-Unis, Alassane Ouattara. Les télégrammes de la diplomatie américaine révélés par Wikileaks l'illustrent

d'abondance : « *Le réflexe de suspicion (des Français) à l'égard de la concurrence américaine en Afrique a diminué particulièrement à mesure que la présence et l'influence de la Chine ont augmenté* », exposent les diplomates américains, qui poursuivent : « *Cette nouvelle politique peut donner aux États-Unis l'occasion d'étendre leur influence en Afrique sans rencontrer de résistance (de la part des Français).* » On le sait, Sarkozy se veut le président français le plus proaméricain ayant jamais existé. Il a proclamé vouloir rompre avec la politique exclusive de la « Françafrique », pour mieux lier les intérêts français à ceux des États-Unis, par une coopération nouvelle, et ainsi contrebalancer l'influence grandissante de la Chine en Afrique. En revanche, tous les communiqués officiels chinois depuis fin novembre se distinguent par leur volonté de ne favoriser explicitement aucun des deux prétendants, en proposant de « *traiter, de manière appropriée, les différends par le dialogue et les négociations afin de réaliser la réconciliation politique et de sauvegarder la paix et la stabilité de la Côte d'Ivoire* », comme l'a indiqué le 30 décembre la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Jiang Yu. La position chinoise revient en fait à ne pas récuser Gbagbo, contrairement au reste de la « communauté internationale ».

On le voit, il n'y a aucune illusion à entretenir à l'égard de Laurent Gbagbo, qui se contente de mettre dans son jeu plusieurs cartes impérialistes plutôt qu'une seule comme cela prévalait avant lui. Ce faisant, il n'a satisfait ni la France, ni les États-Unis, remettant partiellement en cause les intérêts français, mais sans vendre vraiment le pays aux États-Unis. Comme Saddam Hussein dans les années 1980, il a cru pouvoir jouer sur les intérêts divergents des impérialismes, mais n'a réussi en fait qu'à les liguier contre lui. Dictateur parmi tous ceux que soutiennent les impérialistes, il a perpétué l'appauvrissement de son peuple, en bloquant les salaires depuis dix ans tandis que flambent les prix des produits alimentaires notamment. Il a poursuivi le démantèlement de l'école, de la santé, des services sociaux et de tous les secteurs vitaux. Il a aussi cherché à diviser les travailleurs de Côte d'Ivoire pour mieux régner, en continuant de promouvoir la politique ethniciste et xénophobe de l'« ivoirité » qu'avait imaginée son prédécesseur Henri Konan Bédié. Cette politique lui avait permis d'éliminer de la compétition électorale, en 2000, son concurrent Alassane Ouattara et d'être élu président. C'est elle surtout qui entretient les discriminations à l'égard des travailleurs immigrés venus principalement du Mali et du Burkina-Faso. Gbagbo, à l'image de ses complices au pouvoir ailleurs en Afrique, a tout aussi impitoyablement pourchassé et réprimé ses opposants, comme en témoigne entre autres exemples l'assassinat d'Habib Dodo, militant du Parti communiste révolutionnaire de Côte d'Ivoire, en 2004.

C'est au peuple ivoirien et à lui seul de décider son destin ! Cela passe par la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, imposant l'expropriation des multinationales impérialistes, la destruction de l'État bourgeois semi-colonial, un gouvernement des travailleurs eux-mêmes !

Les travailleurs de Côte d'Ivoire n'ont donc aucun intérêt à soutenir l'un plutôt que l'autre des deux prétendants au pouvoir ; tous deux n'ont eu de cesse de les opprimer et de les exploiter. Ils représentent seulement deux clans corrompus reflétant eux-mêmes les intérêts des capitalistes étrangers. Les travailleurs ivoiriens ont refusé de suivre le mot d'ordre de grève générale lancé par Ouattara, conscients qu'elle ne servirait que ses intérêts de compadore. Par ailleurs, les observateurs estiment que les « Jeunes patriotes » de Gbagbo ont bien moins de soutien populaire qu'en 2004, quand ils avaient mis en cause quelques intérêts français en s'en prenant à des entreprises ou ressortissants, dans le cadre d'une opération formellement anti-impérialiste, en fait démagogique, de Gbagbo.

Les travailleurs et le peuple ivoiriens ne pourront lutter réellement contre l'impérialisme et s'auto-déterminer que par l'expropriation des multinationales capitalistes qui les exploitent et pillent leur pays, par l'expulsion des troupes françaises et de l'ONU, la liquidation des institutions pourries de l'État semi-colonial, en un mot par une mobilisation révolutionnaire indépendante débouchant sur le gouvernement des travailleurs eux-mêmes. Dans la situation politique dramatique où ils se trouvent, c'est la seule issue conforme à leurs intérêts.

Tout en œuvrant à préparer cette mobilisation par la lutte de classe, il faut empêcher immédiatement l'offensive impérialiste qui se prépare et qui vise à soumettre et exploiter encore plus le peuple ivoirien. D'ores et déjà, les forces impérialistes patrouillent et tirent sur les Ivoiriens qui exigent leur départ. Il s'agit à l'évidence d'une agression des principales puissances impérialistes contre un pays semi-colonial, certes sous prétexte de « démocratie », mais alors que les élections ont été truquées des deux côtés. Les travailleurs et les opprimés auront à combattre et vaincre cette offensive par un front de *toutes* les forces qui participeront à la résistance pour tirer ensemble sur les troupes impérialistes et leurs suppôts. D'ores et déjà, nous sommes du côté des Ivoiriens qui s'opposent aujourd'hui, ponctuellement, aux troupes impérialistes. L'unité d'action contre l'impérialisme suppose le refus absolu de toute division entre travailleurs ivoiriens et immigrés ou sur des bases ethniques : nourrie depuis des années par Gbagbo, ces divisions internes constituent l'un des plus graves dangers pour la résistance légitime et nécessaire de ce peuple opprimé. Mais la classe ouvrière aura à garder en même temps toute son indépendance et à développer inconditionnellement la lutte de classe contre les patrons, impérialistes comme ivoiriens, sur la base d'un programme anticapitaliste révolutionnaire et du front unique ouvrier.

Quant à nous, travailleurs et militants du mouvement ouvrier français, c'est en combattant avec la plus grande détermination notre propre impérialisme et les gouvernements successifs qui le servent, à commencer par le « nôtre » et son représentant Sarkozy, que nous pouvons manifester notre solidarité active avec les travailleurs et la population de Côte d'Ivoire. Dans le cas d'un conflit entre l'impérialisme soi-disant « démocratique » et un Etat semi-colonial, nous ne sommes pas neutres : nous sommes inconditionnellement pour la défaite de l'impérialisme. D'une part, l'auto-détermination du peuple ivoirien n'est pas possible le revolver sur la tempe, comme le montre parfaitement l'exemple de l'Irak où les impérialistes n'ont nullement apporté la démocratie, mais le chaos ; d'autre part, toute défaite de l'impérialisme est une victoire pour la classe ouvrière mondiale et les peuples opprimés, facilitant leurs mobilisations.

• **A bas le projet d'intervention militaire des impérialistes et de leurs suppôts (ONU, CEDEAO...) ! Soutien à la résistance des travailleurs et du peuple ivoiriens ! Pour la défaite des impérialistes à commencer par la France !**

• **Troupes françaises et onusiennes hors de Côte d'Ivoire ! Aucune illusion dans l'ONU, couverture des intérêts impérialistes dans les pays semi-coloniaux !**

• **A bas la Françafrique et le néocolonialisme ! Annulation de la dette qui met les peuples d'Afrique sous tutelle impérialiste ! Halte au pillage des richesses par les impérialistes !**

• **Régularisation des sans-papiers ivoiriens et de tous les autres !**

Paris, le 8 janvier 2011

Pour tout contact : construction.trnpa@yahoo.fr

Site du CTR : <http://collectiftrnpa.wordpress.com>